Le refus

À un certain moment, face aux événements publics, nous savons que nous devons refuser. Le refus est absolu, catégorique. Il ne discute pas, ni fait entendre ses raisons. C'est en quoi il est silencieux et solitaire, même lorsqu'il s'affirme, comme il le faut, au grand jour. Les hommes qui refusent et qui sont liés par la force du refus, savent qu'ils ne sont pas encore ensemble. Le temps de l'affirmation commune leur a précisément été enlevé. Ce qui leur reste, c'est l'irréductible refus, l'amitié de ce Non certain, inébranlable, rigoureux, qui les tient unis et solidaires.

Le mouvement de refuser est rare et difficile, quoique égal et le même en chacun de nous, dès que nous l'avons saisi. Pourquoi difficile ? C'est qu'il faut refuser, non pas seulement le pire, mais un semblant raisonnable, une solution qu'on dirait heureuse. En 1940, le refus n'eut pas à s'exercer contre la force envahissante (ne pas l'accepter allait de soi), mais contre cette chance que le vieil homme de l'armistice, non sans bonne foi ni justifications, pensait pouvoir représenter. Dix-huit ans plus tard, l'exigence du refus n'est pas intervenue à propos des événements du 13 mai (qui se refusaient d'eux-mêmes), mais face au pouvoir qui prétendait nous réconcilier honorablement avec eux, par la seule autorité d'un nom.

Ce que nous refusons n'est pas sans valeur ni sans importance. C'est bien à cause de cela que le refus est nécessaire. Il y a une raison que nous n'accepterons plus, il y a une apparence de sagesse qui nous fait horreur, il y a une offre d'accord et de conciliation que nous n'entendrons pas. Une rupture s'est produite. Nous avons été ramenés à cette franchise qui ne tolère plus la complicité.

Quand nous refusons, nous refusons par un mouvement sans mépris, sans exaltation, et anonyme, autant qu'il se peut, car le pouvoir de refuser ne s'accomplit pas à partir de nous-mêmes, ni en notre seul nom, mais à partir d'un commencement très pauvre qui appartient d'abord à ceux qui ne peuvent pas parler. On dira qu'aujourd'hui il est facile de refuser, que l'exercice de ce pouvoir comporte peu de risques. C'est sans doute vrai pour la plupart d'entre nous. Je crois cependant que refuser n'est jamais facile, et que nous devons apprendre à refuser et à maintenir intact, par la rigueur de la pensée et la modestie de l'expression, le pouvoir de refus que désormais chacune de nos affirmations devrait vérifier[1].

Publié en en octobre 1958, peu de jours après le retour au pouvoir du général de Gaulle, « porté cette fois, non par la Résistance, mais par les mercenaires », ce court texte de Maurice Blanchot est d'une étrange actualité.
Il a fallu, en effet, une grande et profonde colère pour résister à l'intimidation. Il a fallu une conviction solidement ancrée et chevillée. Tout ce que l'Europe compte de chefs d'États, la France de chefs politiques et religieux, les médias de présentateurs vedettes, s'est ligué pour ringardiser, culpabiliser, insulter le Non. Sa victoire, c'est la revanche de l'arbalète sur le missile, de la planche à clous sur l'ordinateur : il a fallu aller la chercher dans la poussière, quartier par quartier, village par village, texte en main, en argumentant, en démontrant, en faisant confiance au bon sens populaire instruit à la dure école de l'expérience[2]. On comprend l'amertume des éditorialistes. Ils croyaient fabriquer l'opinion, et l'opinion les a giflés. Grave blessure narcissique ! Ils voulaient discréditer un Non de la peur, et ce fut un pauvre Oui apeuré : peur des États-Unis, peur de la Chine, peur de la crise et de l'isolement. Rien de bon ne peut naître de ce cocktail implosif de peur et de mépris.
La lecture de ce vote ne fait pas mystère. Sociologiquement, c'est un vote de classe clair et net contre la politique professionnelle et la caste médiatique. La carte du Non recoupe fidèlement celle du chômage. Deux tiers ou plus des ouvriers, des employés, des jeunes ont rejeté le traité libéral. Dans les quartiers populaires, le Non a atteint des records. Dans certaines localités, la courbe du Non suit même celle des prix de l'immobilier au mètre carré. Les paysans contre la FNSEA, les ouvriers contre les 20 PDG du Medef les mieux payés du CAC 40 pétitionnant pour le oui, le peuple contre la bourgeoisie bourgeoisante et ses chiens de garde. Que de bourdes, de morgue, de bonne conscience de la part des dominants !
Au soir de sa première victoire présidentielle François Mitterrand proclamait que la majorité politique avait enfin rejoint la majorité sociale. Aujourd'hui, c'est la fracture politique qui rejoint la fracture sociale. Pour expliquer leur débâcle, les recalés du Oui, de July à Colombani, invoquent un déficit de communication ou de pédagogie. Les bons maîtres penseurs et censeurs n'auraient donc pas été assez clairs pour convaincre les abrutis du travail ? Condescendance. Autisme social. Le 29 mai est pourtant l'illustration de perceptions du monde opposées, de paroles devenues inaudibles l'une à l'autre.

« L'Europe ne fait plus rêver », se désole Jean-Paul Junker. « Les Français n'ont plus envie d'Europe », se lamente Jean-Marie Colombani. Ce n'est pas une question de rêve, mais de réalité têtue ; pas une affaire d'envie, mais de besoin. Le traité prétendait constitutionnaliser la politique libérale subie depuis vingt ans. « Masochiste » (selon July), le Non serait responsable de la casse du beau Meccano européen ? Il n'a fait pourtant que révéler et précipiter une crise latente qui mûrit depuis longtemps. Le défaut de fabrication était inclus dès l'origine dans le logiciel de la construction libérale. L'Acte unique de 1985 et le traité Maastricht de 1992 excluaient trois événements majeurs :

- la mondialisation libérale a entraîné une concentration des capitaux transnationale qu'européenne ;
- l'effondrement soudain des régimes bureaucratiques d'Europe de l'Est a précipité la question de l'élargissement, politiquement inéluctable, mais lourde de contradictions sociales ;
- la désintégration de l'Union soviétique, l'unification allemande, et la rupture des équilibres précaires de l'après-guerre ont mis à l'ordre du jour un nouveau partage du monde et une nouvelle distribution des alliances.

Se mêlent ainsi les ingrédients d'une crise historique. La panne persistante de croissance a allumé la mèche d'une explosion centrifuge. Les « exceptions nationales » refont surface sous le choc d'une concurrence exacerbée. Seul un changement radical de logique, donnant la priorité aux convergences sociales, démocratiques, et écologiques, par rapport au calcul égoïste des revenus boursiers, pourrait la dénouer. N'en déplaise à ceux qui ont présenté le référendum comme une alternative infernale, pour ou contre l'Europe, nous sommes partisans d'une autre Europe sociale, démocratique, ouverte, et non limitée aux frontières incertaines d'une civilisation judéo-chrétienne. Loin de rapprocher les peuples et d'unir les travailleurs, celle de « la concurrence non faussée » les dresse les uns contre les autres et finit par faire prendre en grippe l'idée européenne elle-même.
Nous avons rejeté un traité qui constitutionnalise l'Europe libérale, poursuit la démolition des solidarités sociales et des services publics, confirme le mandat de la Banque centrale européenne hors de tout contrôle politique, favorise (faute d'harmonisation sociale et fiscale) le dumping social et le développement inégal. Des critères sociaux de convergence et d'harmonisation par le haut (en matière de salaire, d'emploi, de services publics, de protection sociale) constitueraient une mesure de justice sociale élémentaire. Ce serait le meilleur moyen d'éviter le dumping social. De même, il ne saurait y avoir de politique d'emploi efficace à l'échelle européenne sans harmonisation fiscale permettant de financer des services publics européens de qualité, sans rétablir une maîtrise démocratique de l'outil monétaire, sans un relèvement des revenus. Ces critères seraient, il est vrai, de nature à « fausser » la libre concurrence.
Le traité Giscard est mort. Un coup d'arrêt a été donné à l'escalade libérale. L'écho du Non français rend espoir à ceux et celles qui se résignaient à subir la machine capitaliste. La voie est ainsi ouverte pour remettre à plat les trai-

tés, pour mettre au centre la question sociale et la lutte contre le militarisme impérial, pour initier un processus constituant démocratique de refondation. En avril 2006, le Forum social européen d'Athènes sera une étape en ce sens.

Au lieu de montrer qu'ils ont reçu le message, les battus du 29 mai persistent. Un attelage gouvernemental à hue et à dia commence par laver en public son linge sale, tout en confirmant son projet de démolition sociale, en ringardisant sous le label de « modèle social français » les acquis de solidarité, en relançant la fuite en avant sécuritaire. Et la cote présidentielle plonge dans les profondeurs des sondages, comme si le résultat référendaire signifiait une revanche contre « le soviétique à 82 % », élu en 2002 grâce à un tour de prestidigitation électorale. Quant au Parti socialiste, il croit régler une panne de projet par des mesures disciplinaires relevant d'un centralisme bureaucratique caricatural, ne tirant pas plus les leçons du référendum qu'il n'avait tiré celles du 21 avril 2002. Hollande ira-t-il jusqu'à exclure ou dissoudre le peuple socialiste ?
Crise européenne, crise sociale, crise institutionnelle s'additionnent. L'ultime argument pour ébranler des « nonistes » hostiles à l'esprit et à la lettre du traité, fut la peur du vide : il n'existerait pas à gauche de force capable de donner à ce grand refus un débouché politique positif. C'est l'éternel argument du moindre mal, censé faire avaler les pires couleuvres. La réponse à cette rhétorique de la résignation, c'est qu'il faut changer de gauche pour changer la gauche. La campagne référendaire a confirmé l'existence de deux gauches : l'une libérale, « eurocompatible » avec la droite selon Lionel Jospin, l'autre sociale et radicale, fidèle à l'intérêt des travailleurs

Il faut être sourd pour n'entendre dans le Non majoritaire que le « vent qui souffle de longue date, celui d'une révolution nationale, d'une colère contre le monde et contre la démocratie » ! Pour amalgamer, dans « l'ordinaire du Non », le Non chauvin de droite et le Non internationaliste de gauche ! Certains éditorialistes ont même regretté le référendum, convaincus que la ratification parlementaire à 90 % eut été préférable, même si elle devait aggraver le divorce entre la représentation nationale et l'opinion. Que la xénophobie travaille certains secteurs de la société n'est pas nouveau. La vraie nouveauté du 29 mai par rapport à Maastricht, c'est au contraire la montée d'un Non de gauche populaire, antichauvin, antixénophobe, européen autrement. Sa plus grande victoire aura été d'avoir imposé le débat social plutôt que le débat ethnique. C'est la seule voie pour faire reculer le Front national que les gouvernements de droite et de gauche n'ont cessé depuis vingt ans de faire prospérer.
Les mêmes qui s'en affolent prétendaient, en votant Oui, constitutionnaliser au niveau de l'Union les politiques qui ont nourri le phénomène ! Ils vont être servis. Faute d'avoir pu le dissoudre dans le potage libéral de la concurrence non faussée, le duo-infernal Villepin-Sarkozy entreprend de casser le « modèle social français ». Sans attendre les résultats du référendum, dès le 29 mai, Éric Le Boucher, le Jean-Marc Sylvestre du *Monde*, exhortait les futurs dirigeants à sortir de la paralysie du ni-ni pour accélérer « vers le haut de gamme » et abaisser les impôts pour faire face à la concurrence fiscale (non faussée !). Un gouvernement et un président discrédités ont de fortes chances d'allumer la mèche du baril d'exaspération sociale.
Tous les « Non » ne sont pas de gauche. Il serait imprudent de l'oublier. Mais le Non entrouvre les possibles et rebat les cartes. Discrédité en France, et disqualifié comme représentant du peuple qui s'est exprimé, Chirac doit partir, de même qu'une Assemblée quatre fois désavouée dans les urnes en un an. Il faut tirer les conséquences de la crise institutionnelle : en accentuant la logique présidentielle de la Ve République, en refusant la proportionnelle, en allant vers un système bipartite, les gouvernements de droite comme de la gauche plurielle ont seulement abouti à creuser le fossé entre forces sociales et représentation politique. Face à la nouvelle offensive patronale annoncée, il faut surtout confirmer sur le terrain la résistance exprimée dans les urnes : contre le chômage et la flexibilité, contre les privatisations, pour les services publics de qualité, pour une réforme fiscale radicale, pour une augmentation des revenus, pour défaire les contre-réformes libérales imposées depuis des années.

Le succès du Non de gauche a été le fruit d'une campagne résolument unitaire menée par des militants associatifs (Attac, Copernic), syndicaux, politiques, rassemblés dans les collectifs et les comités. Cette unité doit se poursuivre dans l'action. Elle doit se fonder sur le contenu qui a permis au Non de l'emporter, au lieu de se perdre dans une confuse réconciliation de sommet, comme si le 29 mai n'avait été qu'un moment d'humeur, un cri dans le silence, sans écho ni conséquence durable. Il faut constituer un front unitaire pour combattre la politique d'un gouvernement mortellement blessé, pour donner au Non antilibéral toute sa portée européenne, pour proposer des alternatives au despotisme des marchés au lieu de se lancer prématurément dans les spéculations électorales sur 2007.
Au niveau des partis politiques, le Parti communiste et la LCR ont été, avec les dissidences socialistes et écologistes, les forces motrices de la campagne portée sur maintes tribunes par Besancenot et Buffet. Ils ont une responsabilité particulière pour impulser avec d'autres, dans les comités et les collectifs unitaires, une alternative anticapitaliste, au lieu de lorgner vers une réédition de la « gauche plurielle » œcuménique, Oui et Non confondus, avec en perspec-

tive les mêmes désillusions, les mêmes frustrations populaires, et les mêmes sanctions électorales qu'en 2002. À ceux et celles qui, ont hésité à voter Non sous prétexte que n'existait pas (encore) de force capable de lui donner une traduction politique positive, nous aurions pu répondre par le petit poème ironique d'Erich Fried :

Des perspectives meilleures
s' ouvrent du seul fait que nous
qui n'en avons pas par ailleurs
commençons à le dire ouvertement

Mais il est faux que nous soyons dépourvus de perspectives, pour l'Europe comme pour la gauche. Les partisans du Oui n'ont cessé de raisonner comme si les gouvernements étaient inamovibles, les rapports de force figés, et le parti socialiste l'horizon indépassable de la gauche. À ce fatalisme, résigné à l'ordre immuable des choses, nous répondons par la détermination à le changer.

Daniel Bensaïd
10 juin 2005

1 Maurice Blanchot, *L' Amitié*, Paris, Gallimard, 1992, p. 130
2 *Contretemps* a apporté sa contribution à ce patient travail pédagogique en publiant dès février 2004 son n° 9 *L' Autre Europe. Pour une refondation sociale et démocratique.* Ce dossier sur la construction européenne et le projet de traité constitutionnel reste un outil de réflexion très actuel.

Eustache Kouvélakis

Le triomphe de la politique

Cinq thèses après le 29 mai

1 • Sur la nouveauté de la période

Le résultat du référendum français du 29 mai a été immédiatement ressenti comme un tournant politique majeur, bien au-delà d'une simple consultation électorale, en France mais aussi en Europe et dans le monde. L'onde de choc de l'événement est encore loin d'avoir produit l'ensemble de ses effets, d'où la difficulté, mais aussi l'urgence d'avancer quelques (hypo)thèses d'interprétation et d'intervention sur la période qui s'ouvre. Venant après les élections britanniques et allemandes (victoire à la Pyrrhus de Blair et percée de la gauche radicale, défaite écrasante du SPD en Rhénanie-Westphalie et recomposition dans la gauche syndicale et politique d'outre-Rhin), le « non » français touche la gauche européenne dans l'ensemble de ses composantes. Il s'inscrit lui-même dans un cycle plus large de remobilisation et de contre-offensive populaires au niveau mondial (cf. essentiellement l'Amérique latine, mais aussi la dynamique persistante, du moins « en extension », des mouvements altermondialistes). Pour qualifier de manière plus précise le tournant, il convient de restreindre, dans un premier temps du moins, l'analyse à la France et à la signification du référendum. La première (hypo)thèse est donc la suivante : le 29 mai, le « bloc populaire antilibéral » a touché au cœur le dispositif d'alternance entre la droite classique et la gauche social-libérale qui a permis la mise en place de la restructuration capitaliste de la société française depuis plus de deux décennies. Il est encore trop tôt pour dire si ce dispositif (en tant qu'ensemble de forces politico-sociales à la fois relativement différenciées et interdépendantes) pourra retrouver sa cohérence et sa fonctionnalité. Cela dépendra naturellement, de façon déterminante, de l'action et de la capacité politique du bloc populaire. Ce qui paraît toutefois certain c'est qu'il ne pourra le faire qu'au moyen d'une profonde réorganisation, en payant le coût d'une crise désormais inévitable, et non par un replâtrage superficiel ou une manœuvre tactique comme cela a été le cas jusqu'à présent.